



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 20

Texte de la question

EMPLOI ET POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Gaëtan Gorce, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Gaëtan Gorce. Madame la ministre de l'économie et de l'emploi, la réponse que vous nous avez apportée concernant EADS ne peut nous satisfaire. Nous aurions aimé que le Gouvernement prenne toutes ses responsabilités et qu'il exprime son indignation face à l'indécence des comportements qui ont été dénoncés par la presse. C'est l'un des aspects moraux et politiques de ce dossier. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et sur plusieurs bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)*

Je souhaite vous interroger sur la politique de l'emploi du Gouvernement. Nous n'avons pas de raison de mettre en doute la sincérité de vos intentions lorsque vous nous dites vouloir agir pour l'emploi et le pouvoir d'achat.

Mais notre devoir de parlementaires est de rapporter vos déclarations aux moyens mobilisés. Or j'ai le sentiment que, si vous êtes ministre de l'emploi et de l'économie, vous traitez l'emploi à l'économie. *(Sourires et applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)*

Nous aurons ainsi l'occasion de vérifier dans les semaines qui viennent que votre budget stagne et que les contrats aidés, si nécessaires pour lutter contre le chômage de longue durée, diminuent. Quant au paquet fiscal, que vous nous avez présenté hier comme le moyen de soutenir le pouvoir d'achat et l'emploi des Français, chacun a bien compris qu'il repose sur ce mécanisme extraordinaire qui consiste à demander aux Français qui gagnent juste assez pour payer des impôts de payer pour pouvoir rembourser les plus fortunés dont les impôts dépassent 50 % de leurs revenus. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. - Exclamations sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Pouvez-vous expliquer aux Français en quoi le chèque de 50 000 euros en moyenne que le Trésor public, au nom des Français et sur le dos de tous les contribuables, fait à chacun de ces contribuables, en particulier s'il est assujéti à l'impôt sur la fortune, est de nature à faire progresser l'emploi et le pouvoir d'achat de tous ? Je doute que vous puissiez invoquer la justice, en particulier la justice fiscale. Je suis donc impatient d'entendre votre réponse. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et sur plusieurs bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi.

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, des finances et de l'emploi*. Monsieur le député Gorce, je tiens à vous rassurer : je sais encore à peu près compter ! *(" À peu près ! " sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)*

M. Jean Glavany. Alors, vous n'avez aucune excuse !

Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. En ce qui concerne la politique de l'emploi, le principal objectif du Gouvernement est de ramener le chômage à 5 % à la fin du quinquennat et de porter le taux d'emploi de 63 % à 70 %.

L'un des moyens d'y parvenir est d'avoir un marché de l'emploi plus efficace, plus fluide, où les offres des entreprises puissent coïncider avec les souhaits des demandeurs d'emploi. C'est précisément la raison pour laquelle nous voulons réaliser la fusion de l'ANPE et des ASSÉDIC.

M. Jérôme Lambert. et M. Patrick Roy. Ce n'est pas la question !

Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. Les maisons de l'emploi, qui remplissent certaines de ces fonctions, sont aujourd'hui au nombre de cent cinquante. C'est trop peu, et nous voulons faire mieux.

M. Alain Néri. Hier, vous nous avez dit le contraire !

Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. S'agissant du chiffre, nous envisageons, pour favoriser le maintien de ces maisons de l'emploi qui, pour certaines d'entre elles, sont efficaces, de mobiliser 90 millions d'euros dans le projet de loi de finances pour 2008, soit la même somme que dans le projet de loi de finances pour 2007.

Outre la fluidité du marché de l'emploi et la rencontre de l'offre et de la demande, nous voulons améliorer la formation professionnelle et la formation continue.

M. Jérôme Lambert. Et le bouclier fiscal ?

Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. Ces mesures feront l'objet d'autres concertations et d'autres dispositions, car c'est sur ce modèle que nous envisageons de modifier la donne, d'améliorer la situation de l'emploi et de réduire le chômage. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. Patrick Roy. L'emploi est mal parti !

Données clés

Auteur : [M. Gaëtan Gorce](#)

Circonscription : Nièvre (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 20

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Économie, finances et emploi

Ministère attributaire : Économie, finances et emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 octobre 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 4 octobre 2007